



**VSPB · FSFP**

Verband Schweizerischer Polizei-Beamter  
Fédération Suisse Fonctionnaires de Police  
Federazione Svizzera Funzionari di Polizia

## **Communiqué de presse concernant le postulat « Sécurité juridique en cas d'avis de recherche sur Internet »**

Lucerne, le 14 juin 2013

### **La FSFP soutient le dépôt du postulat**

**pd** – La Fédération suisse des fonctionnaires de police FSFP se réjouit du dépôt du postulat «Avis de recherche sur Internet: instaurer la sécurité juridique dans toute la Suisse pour la police et les citoyens» par le Conseiller national Max Chopard-Acklin et soutient ce postulat. «Les grandes divergences dans les législations cantonales ne favorisent pas le travail de la police,» déclare Max Hofmann, Secrétaire général de la FSFP, «et s'il est impossible d'utiliser comme moyen de recherche des instruments tels qu'Internet, nous aurons peu de chances de faire passer en justice les délinquants éventuels, par exemple lors de grandes manifestations.» Ce postulat vise à demander au Conseil fédéral de réaliser une analyse sur le système actuel afin d'avoir la possibilité d'uniformiser la situation dans le cadre d'une adaptation du Code de procédure pénale. «Peu de cantons ont consigné dans la loi, sous une forme ou sous une autre, la manière dont les nouveaux médias peuvent être utilisés à des fins de recherche. Les policières et les policiers doivent avoir dans chaque canton les mêmes chances d'utiliser ces moyens, et le citoyen lui aussi doit savoir ce qui est autorisé et ce qui ne l'est pas,» précise Max Hofmann.

### **Un postulat bénéficiant d'une large assise**

Lors de sa dernière réunion au printemps, le groupe parlementaire pour les questions de police et de sécurité avait discuté de cette question et tous les participants en avaient convenu: une disposition uniforme est nécessaire. «Le très large soutien apporté au postulat par les représentants de tous les partis présents ne peut qu'avoir des effets bénéfiques,» estime le Conseiller national Max Chopard, Président du groupe parlementaire pour les questions de police et de sécurité, en ajoutant: «il y a de bonnes chances qu'une discussion constructive et objective permette d'atteindre les objectifs de l'uniformisation et de la sécurité juridique pour la police comme pour les citoyens.»

---

### **Pour de plus amples informations:**

Max Chopard-Acklin, Conseiller national, tél. 079 786 22 29

Max Hofmann, Secrétaire général de la FSFP, tél. 076 381 44 64